



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 29 septembre
2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EDF CETAC

16 allée Marcel Paul
77360 Vaires-sur-Marne

Références : E/25- 2359

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/06/2024 dans l'établissement EDF CETAC implanté site de la centrale thermique 16 allée Marcel Paul 77360 Vaires-sur-Marne. L'inspection a été annoncée le 07/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du site EDF situé à Vaires-sur-Marne avait pour objet de vérifier la mise en œuvre des équipements et des installations dans le cadre d'essais de fonctionnement temporaires de la TAC n°1 avec du bio carburant liquide de type HVO. Ces essais sont encadrés par l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 mai 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EDF TAC
- site de la centrale thermique 16 allée Marcel Paul 77360 Vaires-sur-Marne
- Code AIOT : 0006512368
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas

- IED : Oui

EDF exploite depuis 2009, à Vaires-sur-Marne, trois turbines à combustion (TAC) fonctionnant au fuel domestique. Les TAC sont des moyens de production dits de « pointe » et « d'extrême pointe » qui permettent, en cas de fort pic de consommation électrique, d'assurer la fourniture en électricité ainsi que la sécurité du réseau.

Ces installations sont notamment soumises à autorisation au titre des rubriques 1434, 3110 et 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'établissement est classé « Seveso seuil bas » au titre de la rubrique 4734 pour son stockage de liquides inflammables (fioul domestique). L'établissement est également classé « IED » au titre de la rubrique 3110 pour ses installations de combustion.

Le 17 janvier 2024, l'établissement EDF pour son site de Vaires-sur-Marne a transmis un rapport à connaissance à l'inspection afin de réaliser des essais temporaires de fonctionnement de la TAC n°1 avec du bio carburant liquide de type HVO.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Risque Incendie
- Air
- Déchets
- Eaux souterraines
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
14	Protection des zones non étanches	AP Complémentaire du 21/05/2024, article 4.3.3	Demande d'action corrective	3 mois
25	Évacuation des déchets	AP Complémentaire du 21/05/2024, article 1.5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
26	Synthèse des essais sur le HVO	AP Complémentaire du 21/05/2024, article 1.6.2	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Quantité maximale de combustible	AP Complémentaire du 21/05/2024, article 1.2	Sans objet
2	Caractérisation initiale du combustible	AP Complémentaire du 21/05/2024, articles 2.1	Sans objet
3	Surveillance des eaux souterraines	AP Complémentaire du 21/05/2024, chapitre 3	Sans objet
4	Nature des équipements provisoires	AP Complémentaire du 21/05/2024, article 1.3	Sans objet
5	Dépotage d'un camion-citerne	AP Complémentaire du 21/05/2024, article 4.1.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Organisation des opérations de dépotage	AP Complémentaire du 21/05/2024, article 4.1.3	Sans objet
7	Remplissage des réservoirs de l'aire de dépotage train	AP Complémentaire du 21/05/2024, article 4.1.2	Sans objet
8	Identification du réservoir principal de soutirage	AP Complémentaire du 21/05/2024, article 4.2.1	Sans objet
9	Sécurisation des réservoirs sur l'aire train	AP Complémentaire du 21/05/2024, article 4.3.6	Sans objet
10	Transfert vers le réservoir de soutirage	AP Complémentaire du 21/05/2024, article 4.2.4	Sans objet
11	Surveillance des opérations de soutirage	AP Complémentaire du 21/05/2024, article 4.2.5	Sans objet
12	Contrôle des flexibles positionnés hors des aires et des locaux techniques	AP Complémentaire du 21/05/2024, article 4.3.1	Sans objet
13	Protection des flexibles sur les voiries	AP Complémentaire du 21/05/2024, article 4.3.2	Sans objet
15	Flexibles entre l'aire de dépotage train et la pomperie fioul	AP Complémentaire du 21/05/2024, article 4.2.2	Sans objet
16	Flexibles dans le local Pomperie fioul	AP Complémentaire du 21/05/2024, article 4.3.7	Sans objet
17	Flexibles entre l'aire de dépotage train et la TAC N°1	AP Complémentaire du 21/05/2024, article 4.2.3	Sans objet
18	Risques liés aux groupes électrogènes	AP Complémentaire du 21/05/2024, article 4.3.4	Sans objet
19	Protection contre le débordement de la fosse déportée	AP Complémentaire du 21/05/2024, article 4.3.6	Sans objet
20	Adéquation des moyens de prévention du risque incendie	AP Complémentaire du 21/05/2024, article 4.4	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
21	Moyens complémentaires contre le risque incendie sur l'aire de dépotage train	AP Complémentaire du 21/05/2024, article 4.4.2	Sans objet
22	Prévention du risque incendie des flexibles reliant la fosse déportée aux rétentions du parc à fioul	AP Complémentaire du 21/05/2024, article 4.4.4	Sans objet
23	Actualisation du POI	AP Complémentaire du 21/05/2024, article 4.4.5	Sans objet
24	Démontage et repli des installations provisoires	AP Complémentaire du 21/05/2024, article 1.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 7 juin 2024, préalable aux essais de fonctionnement de la TAC n°1 avec du HVO, a mis en évidence la mise en place des moyens techniques décrits dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 mai 2024.

En particulier, les procédures temporaires liées à ces essais, ainsi que les consignes de lutte contre l'incendie ont été présentées à l'Inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Quantité maximale de combustible

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/05/2024, article 1.2			
Thème(s) : Situation administrative, Dispositions générales			
Prescription contrôlée :			
<u>Tableau de classement temporaire</u>			
Le tableau de l'article 1er de l'annexe de l'arrêté préfectoral n°2022/DRIAT/UD77/088 du 25 juillet 2022 est remplacé par :			
Rubrique	Classement (*)	Libellé de la rubrique (activité)	Volume autorisé
[...]			
1436-2	DC	Liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C (1), à l'exception des boissons alcoolisées (stockage ou emploi de). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les cavités souterraines étant : 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t	382 tonnes

[...]
(*) DC : Déclaration avec contrôle périodique prévu par l'article L.512-11 du Code de l'environnement
Constats : <p>En salle l'exploitant a présenté un bon de livraison de HVO indiquant une quantité d'environ 375 tonnes.</p> <p>L'exploitant a procédé en outre à une vérification du tonnage de chaque livraison et du tonnage cumulé pour vérifier qu'il restait dans la limite du volume autorisé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Caractérisation initiale du combustible

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/05/2024, articles 2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de rejets et surveillances des émissions atmosphériques
Prescription contrôlée : <p>L'article 6 de l'arrêté préfectoral n° 2022/DRIEAT/UD77/088 du 25 juillet 2022 ajoutant l'article 3.1.6 à l'arrêté préfectoral n° 09/DAIDD/1/IC/009 du 7 janvier 2009 est remplacé par :</p> <p><u>Article 3.1.6 Combustibles autorisés et suivi des combustibles</u></p> <p>Les combustibles autorisés pour le fonctionnement de la turbine à combustion n°1 sont l'huile végétale hydrotraitee (HVO) et le fioul domestique (FOD).</p> <p>Le combustible autorisé pour le fonctionnement des turbines à combustion n°2 et 3 est le fioul domestique (FOD).</p> <p>L'exploitant énumère dans un document relatif aux combustibles les types de combustibles utilisés et précises pour chacun leur nature. Il réalise la caractérisation initiale complète du HVO et du Fioul domestique utilisés au moins pour les paramètres énumérés ci-dessous et conformément aux normes EN. Les normes nationales, les normes ISO ou d'autres normes internationales peuvent être utilisées pour autant qu'elles garantissent l'obtention de données d'une qualité scientifique équivalente.</p> <p>La caractérisation initiale et le contrôle régulier du combustible peuvent être effectués par l'exploitant ou le fournisseur du combustible.</p> <p>Dans la dernière hypothèse, les résultats complets sont communiqués à l'exploitant sous la forme d'une fiche produit (combustible) ou d'une garantie du fournisseur</p> <p>Pour le fioul domestique et le HVO, les substances ou paramètres à caractériser sont les suivants : Cendres, Carbone, Azote et Soufre.</p> <p>Les documents relatifs aux combustibles utilisés doivent être annexés au livret ou aux documents de maintenance prévus à l'article 66 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé et seront tenus disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Ils seront conservés au moins trois ans. Ils indiqueront la nature exacte du combustible livré, les quantités et les résultats des mesures et des paramètres et substances caractérisées.</p>
Constats : <p>L'exploitant indique le nom du distributeur de HVO retenu.</p>

<p>Il indique avoir demandé la caractérisation du combustible HVO en deux temps :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Au moment du chargement des camions sur le site d'expédition. Cette première analyse a été réalisée le 08 mai 2024 avec un rapport émis le 27/05/2024 qui a été transmis post inspection <p>Ce dernier mentionne une teneur en soufre inférieure à 3 mg/kg, ce qui est conforme au seuil fixé par l'article 2.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 mai 2024. Les autres paramètres (carbone, azote et cendres) ont également été caractérisés.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Puis à la livraison du HVO sur le site de Vaires-sur-Marne pour confirmation des premiers résultats.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Surveillance des eaux souterraines

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/05/2024, chapitre 3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une campagne de surveillance des eaux souterraines est réalisée avant les opérations de dépotage de HVO. Elle porte sur les paramètres mentionnés à l'article 5.2.1 de l'arrêté préfectoral n°09/DAIDD/1/IC/009 du 7 janvier 2009.</p>
<p>Constats :</p> <p>La campagne de surveillance des eaux souterraines a été réalisée les 20 et 21 février 2024 par une société agréée.</p> <p>Le rapport, daté du 20/03/2024 a été transmis post-inspection. La campagne de surveillance a porté sur l'ensemble des paramètres mentionnés à l'article 5.2.1 de l'Arrêté préfectoral d'exploitation (pH, conductivité, HCT, HAP, métaux (arsenic, baryum, nickel, plomb, cuivre, chrome total, manganèse, vanadium, zinc, cadmium, mercure, phosphore, sulfates, ammonium).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Nature des équipements provisoires

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/05/2024, article 1.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions Générales</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place des équipements provisoires comprenant a minima des réservoirs de stockage, des pompes électriques, des flexibles de raccordement, des dispositifs de franchissement de voirie et des groupes électrogènes. Ces équipements, décrits au chapitre 4 du présent arrêté, sont présents au sein de l'installation jusqu'à la date mentionnée à l'article 1.1.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le schéma d'implantation des installations a été présenté en séance à l'inspection et correspond aux schémas d'implantations contenus dans le dossier transmis par l'exploitant le 17/01/2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Dépotage d'un camion-citerne

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/05/2024, article 4.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Phase de dépotage de HVO
Prescription contrôlée : Le dépotage des camion-citernes de HVO s'effectue depuis l'aire de dépotage camion, sur une seule des 4 voies qui est dédiée au dépotage de HVO. Les camions-citernes sont dépotés un à un, par l'intermédiaire d'une pompe présentant un débit de 60 m ³ /h, alimentée par un groupe électrogène. Ce dernier est équipé d'un réservoir intégré de 300 L de GNR. Le groupe électrogène et son réservoir sont installés sur l'aire de dépotage camion. La pompe assure le transfert du HVO depuis le camion-citerne vers les 7 réservoirs de stockage situés sur l'aire de dépotage train. Les circuits de dépotage du FOD existants ne sont pas utilisés pour le dépotage du HVO. Des boutons d'arrêt d'urgence sont accessibles sur les pompes.
Constats : L'exploitant indique que le dépotage a été exclusivement réalisé sur la 2 ^{ème} voie de l'aire camion. Il indique avoir transmis un courriel en date du 29/05/2024 (présenté en séance) à l'ensemble des équipes en charge du dépotage, afin de leur rappeler l'interdiction de réaliser un dépotage de FOD en parallèle. Lors de la visite du site, l'inspection a constaté la présence du groupe électrogène et de son réservoir installés sur l'aire de dépotage camion.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Organisation des opérations de dépotage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/05/2024, article 4.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Phase de dépotage de HVO
Prescription contrôlée : Chaque opération de dépotage se fait sous la surveillance permanente d'au moins une personne nommément désignée. Cette surveillance porte notamment sur le raccordement du flexible à la citerne routière, le fonctionnement de la pompe de dépotage, le raccordement des flexibles au manifold et aux réservoirs, le fonctionnement de la pompe de remplissage, la surveillance des équipements connexes et le suivi en continu du niveau de HVO dans les réservoirs. Les opérateurs sont formés à la gestion des risques liés aux opérations de dépotage. Une procédure de dépotage est définie. Le dépotage de FOD est interdit sur l'aire de dépotage camion pendant la phase de dépotage de HVO.
Constats : Le dépotage s'est fait sous la surveillance d'un agent EDF, d'un employé du prestataire habituel ainsi que de celui du fournisseur des réservoirs. Une fiche de procédure (consignes) a été élaborée et partagée, indiquant le rôle de chacun et les

<p>différentes étapes à suivre. Chaque opération de dépotage a été précédée et suivie d'un débriefing selon l'exploitant.</p> <p>Il n'y a pas eu de formalisation de la phase de dépotage dans un document dédié mais une checklist est vérifiée à chaque opération avec la consignation écrite en cas de problème. L'exploitant a indiqué ne pas avoir relevé d'incidents lors de cette phase.</p> <p>L'exploitant ajoute qu'à l'issue du dépotage, les flexibles ont été curés et vidangés et les vannes ont été fermées et déposées en attente de repli.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Remplissage des réservoirs de l'aire de dépotage train

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/05/2024, article 4.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Phase de dépotage de HVO
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le HVO est stocké dans sept réservoirs double-enveloppe d'une capacité unitaire de 70 m³. Chaque réservoir est équipé d'évents, d'un système de détection de fuite et d'un indicateur de niveau de fluide.</p> <p>Ces réservoirs sont installés sur la voie n°2 de l'aire de dépotage train.</p> <p>Un manifold est également présent sur la voie n°2 de l'aire de dépotage train.</p> <p>Des tuyauteries flexibles relient le poste de déchargement camion au manifold situé sur l'aire de dépotage train.</p> <p>La pompe de dépotage de l'aire camion assure le transfert du HVO vers le manifold situé sur l'aire de dépotage train, qui permet le remplissage séquentiel des réservoirs. Le remplissage « en pluie » est interdit.</p>
<p>Constats :</p> <p>Conformément à ses engagements, l'exploitant indique qu'aucun remplissage en pluie n'a été effectué sur les réservoirs.</p> <p>Lors de la visite, l'Inspection a noté la présence d'un tableau en face de l'aire de dépotage-train, permettant l'affichage des niveaux ainsi que de la température du réservoir n°4.</p> <p>L'inspection a constaté la présence de 7 réservoirs d'une capacité unitaire de 70 m³ installés sur la voie n°2 de l'aire de dépotage train.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Identification du réservoir principal de soutirage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/05/2024, article 4.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Phase de soutirage de HVO
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le circuit de soutirage du HVO vers la TAC n°1 est raccordé à un seul des sept réservoirs, appelé « réservoir de soutirage ».</p>
<p>Constats :</p> <p>Sur place, l'Inspection a constaté que le circuit de soutirage du HVO était raccordé à l'un des sept</p>

réservoirs.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Sécurisation des réservoirs sur l'aire train

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/05/2024, article 4.3.6
Thème(s) : Risques accidentels, Phase de soutirage de HVO
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Aire de stockage des réservoirs de HVO</u></p> <p>Les réservoirs sont installés sur l'aire de dépotage train qui est entièrement bétonnée.</p> <p>[...]</p> <p>À l'issue du remplissage des réservoirs et jusqu'à l'utilisation du HVO pour les essais de fonctionnement de la TAC n°1, les vannes d'isolement des réservoirs sont cadénassées et fermées.</p> <p>L'exploitant assure une surveillance permanente des stockages temporaires avec notamment des rondes régulières.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'Inspection a pu constater que les vannes des réservoirs étaient cadénassées et fermées, avec des bacs de récupération des égouttures présents.</p> <p>Des récupérateurs d'égouttures ont également été mis en place hors de l'aire train sur les différents points de jonction entre flexibles.</p> <p>L'exploitant a choisi de ne pas organiser de gardiennage complémentaire au vu de la double enveloppe des réservoirs, assurant une sécurité supplémentaire. Il a cependant renforcé ses mesures de surveillance. Ainsi, 3 rondes sont réalisées en journée et 3 rondes sont effectuées chaque nuit par le personnel d'astreinte y compris le week-end.</p> <p>Un contrôle des fuites et un relevé des températures sont systématiquement réalisés par l'exploitant à chaque ronde ou pendant les opérations de dépotage/soutirage.</p> <p>Un affichage déporté des températures et niveaux des réservoirs a été mis en place dans la zone face au local pomperie ainsi que dans le local électrique pomperie.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Transfert vers le réservoir de soutirage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/05/2024, article 4.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Phase de soutirage de HVO
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le transfert du HVO contenu dans les 6 autres réservoirs est réalisé un à un vers le réservoir de soutirage au moyen de la pompe de remplissage et du manifold installés sur l'aire de dépotage train afin de maintenir un volume suffisant dans le réservoir de soutirage.</p> <p>Pour les opérations de soutirage, la pompe et le groupe électrogène utilisés pour le dépotage du</p>

<p>HVO sur l'aire camion, sont déplacés sur l'aire de dépotage par train et la pompe est installée en by-pass sur la liaison flexible entre le réservoir de soutirage et la pompe de gavage. Cette seconde pompe est prévue pour appuyer, si nécessaire, le démarrage de la pompe de gavage existante. Des boutons d'arrêt d'urgence sont accessibles sur les pompes.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté la présence d'un manifold sur l'aire de dépotage train qui est relié aux réservoirs. Ces derniers sont bien reliés aux pompes de gavage et HP/BP.</p> <p>L'exploitant a indiqué que la pompe P1 et le Groupe électrogène GE1, préalablement utilisés pour le dépotage du HVO sur l'aire camion, ont été récupérés pour assurer l'opération de soutirage. Les flexibles raccordant l'ensemble au local pomperie sont en place.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Surveillance des opérations de soutirage

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/05/2024, article 4.2.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Phase de soutirage de HVO</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque opération de soutirage s'effectue sous la surveillance permanente d'au moins une personne nommément désignée. Cette surveillance porte notamment sur le raccordement du flexible au réservoir de soutirage ainsi qu'aux différentes pompes de soutirage et de gavage, sur la surveillance des équipements connexes et sur le contrôle du niveau de HVO dans le réservoir de soutirage.</p> <p>Les opérateurs sont formés à la gestion des risques liés aux opérations de soutirage.</p> <p>Le dépotage de FOD est interdit sur l'aire de dépotage train pendant la phase de soutirage du HVO.</p> <p>Une procédure relative au soutirage du HVO est mise en place.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une fiche de procédure (consigne) a été élaborée pour les opérations de soutirage. Elle est partagée avec les équipes intervenantes. Elle concerne les mêmes équipes que celles réalisant le dépotage et était en cours de finalisation au moment de l'inspection. L'exploitant indique qu'un relevé des volumes prélevés est effectué pour chaque réservoir.</p> <p>L'exploitant a précisé que le courriel du 29/05/2024 interdisant le dépotage FOD sur l'aire camion en parallèle au dépotage HVO précisait également l'interdiction de dépotage FOD sur l'aire train pendant la phase de soutirage.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Contrôle des flexibles positionnés hors des aires et des locaux techniques

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/05/2024, article 4.3.1</p>
--

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les tuyauteries flexibles à connexion par brides en acier sont adaptées à la circulation des hydrocarbures et aux conditions de température et pression.</p> <p>Des récupérateurs d'égouttures sont positionnés au niveau de chaque raccord situé sur les zones étanches.</p> <p>En dehors des opérations de dépotage ou de soutirage, les flexibles sont isolés par des vannes présentes au pied de réservoir et sur le manifold.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a mis en place un plan de prévention afin de minimiser le risque d'impact sur flexibles par les différents intervenants du site.</p> <p>Lors de la visite sur site, l'Inspection a pu constater les caractéristiques des flexibles qui sont disposés sur environ 350 mètres linéaires sur des sections assez courtes. Des connecteurs DN 100 et DN150 ont été utilisés pour les raccordements.</p> <p>Des récupérateurs d'égouttures sont présents sous chaque raccord entre flexibles.</p> <p>Chaque mise en place de flexibles est précédée d'un test d'étanchéité via un compresseur selon l'exploitant. Il indique qu'une fois utilisés, les flexibles sont vidangés et curés et les vannes d'ouverture/fermeture associées sont obturées.</p> <p>L'exploitant a laissé les flexibles inutilisés à proximité des installations associées en attendant le repli global des installations.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Protection des flexibles sur les voiries

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/05/2024, article 4.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentels
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des dispositifs de franchissement de voiries permettant le passage des poids lourds sont installés à chaque traversée de route par des flexibles.</p> <p>Lors des phases de dépotage et d'essais, la circulation sur les voies traversées par les flexibles provisoires est réduite aux seuls passages liés à l'intervention des services de secours, autorisés sous la surveillance d'un opérateur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les dispositifs de franchissement de voirie ont été choisis en fonction des connecteurs de flexibles qu'ils surmontent : le dispositif est semi-ouvert sur les zones de présence de connecteurs type DN100. Il est fermé sur le dessus dans les zones de présence de connecteurs de type DN150.</p> <p>Lors des phases de dépotage, l'exploitant stoppe la circulation sur ces zones. Il a mis en place des consignes pour restreindre les passages aux seuls accès des secours en cas d'urgence.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Protection des zones non étanches

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/05/2024, article 4.3.3
--

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions accidentelles
--

Prescription contrôlée :

Dans les zones non étanches où des équipements (zones enherbées...) sont implantés, l'exploitant met en place des bâches de rétention visant à protéger la zone de toute pollution des sols.

Constats :

Lors de sa visite, l'Inspection a constaté la présence de bâches de rétention extensibles et cerclées d'armatures métalliques en attente d'utilisation sur la zone enherbée en face de l'aire train.

En outre, l'inspection constate que les flexibles de soutirage positionnés sur cette zone enherbée ne comportent pour l'instant que des bacs de récupération d'égouttures.

L'exploitant a indiqué que les bâches seront bien installées sous les flexibles avant le démarrage des essais.

L'Inspection a également constaté la présence :

- de bâches mises en place au niveau des groupes électrogènes (GE) et pompes installés sur les zones enherbées (l'exploitant explique avoir voulu assurer une double protection en sus des rétentions intégrées des GE).
- de bâches rétractables disposées le long du flexible cheminant sur la route et reliant la fosse déportée à la cuvette de rétention des réservoirs de FOD.

Cependant, cette zone traverse les tuyauteries d'alimentation aériennes des réservoirs et une partie de la zone enherbée, située entre la cuvette de rétention du parc et les tuyauteries d'alimentation longeant les réservoirs, n'est pas recouverte. L'exploitant a indiqué la difficulté à étendre la bâche existante sur cette zone et mis en exergue la surveillance continue pendant les phases de soutirage et dépotage qui inclut des passages très réguliers sur la zone avec une surveillance pendant les phases cruciales.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Suite n°20240607-1 :

L'Inspection rappelle la nécessité de protéger les zones enherbées de toute pollution susceptible d'impacter les eaux souterraines.

Type de suites proposées : Avec suites
--

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 15 : Flexibles entre l'aire de dépotage train et la pomperie fioul

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/05/2024, article 4.2.2
--

Thème(s) : Risques accidentels, Phase de soutirage de HVO
Prescription contrôlée : Des tuyauteries flexibles relient l'aire de dépotage train et la pomperie fioul. La pompe de gavage permanente présente dans le bâtiment pomperie est utilisée pour le soutirage du HVO. Afin que celle-ci pompe du HVO uniquement et non du FOD, une interface mécanique est installée en amont de cette pompe afin de la raccorder, via un flexible, au réservoir de soutirage.
Constats : L'Inspection a constaté la présence d'une interface mécanique avec sa tuyauterie provisoire associée, qui relie les flexibles provisoires à la pompe du local pomperie. Cette interface est munie d'une vanne permettant de sécuriser son fonctionnement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Flexibles dans le local Pomperie Fioul

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/05/2024, article 4.3.7
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : En dehors des opérations de soutirage, les flexibles sont isolés par des vannes. En cas de fuite sur les flexibles cheminant dans la pomperie, des vannes situées en pied de réservoir de HVO, sont actionnées pour limiter le volume susceptible d'être déversé. Un bouton d'arrêt d'urgence permet l'arrêt des pompes du local. Le local pomperie fioul possède sa propre rétention, permettant le confinement de tout déversement.
Constats : L'Inspection a constaté la présence de ces vannes en pied de réservoir, qui permettent la fermeture du circuit de HVO vers le local pomperie fioul en cas de fuite de HVO. Une fiche consigne de soutirage avec check-list est prévue par le prestataire. Une affiche collée sur les réservoirs rappelle les consignes de sécurité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Flexibles entre l'aire de dépotage train et la TAC n°1

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/05/2024, article 4.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Phase de soutirage du HVO
Prescription contrôlée : Des tuyauteries flexibles relient l'aire de dépotage train et la TAC n°1. Afin de ne pas renvoyer le HVO depuis la TAC n°1 vers les bacs de FOD existants, les flexibles installés sont connectés et raccordés aux vannes de retour de la TAC n°1, via des interfaces

<p>mécaniques, préalablement installées, jusqu'au réservoir provisoire de soutirage.</p> <p>Les organes d'isolement des tuyauteries de soutirage des bacs de FOD et des tuyauteries de retour de débit nul vers les bacs de FOD de la TAC n°1 sont condamnés et fermés durant toute la durée de l'essai.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection a constaté la présence des interfaces mécaniques en place et vérifié qu'elles étaient bien reliées aux vannes de retour.</p> <p>L'exploitant indique avoir prévu une fiche de manœuvre pour l'agent en charge de leur manipulation avec une check-list des points à vérifier.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 18 : Risques liés aux groupes électrogènes

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/05/2024, article 4.3.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions accidentelles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque groupe électrogène dispose d'une rétention intégrée adaptée au volume à contenir. En outre, chaque groupe électrogène est muni d'un bouton d'arrêt d'urgence actionnable à tout moment.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection a constaté que les groupes électrogènes possédaient bien un bouton d'arrêt d'urgence, complété par un bouton d'arrêt sur les pompes.</p> <p>En outre, ils sont munis de rétentions intégrées.</p> <p>L'exploitant a doublé la protection des pompes et groupes électrogènes en les plaçant sur des bâches de rétention.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 19 : Protection contre le débordement de la fosse déportée

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/05/2024, article 4.3.6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Phase de soutirage du HVO</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réservoirs sont installés sur l'aire de dépotage train qui est entièrement bétonnée.</p> <p>Les éventuels déversements de HVO sont redirigés vers une fosse de rétention déportée d'une capacité de rétention de 80 m³, reliée à un séparateur d'hydrocarbures puis à un bassin d'orage. Ce dernier est équipé d'un dispositif d'obturation permettant l'isolement des effluents recueillis. Ce dispositif est actionnable en toute circonstance.</p> <p>La fosse de rétention déportée est associée à une pompe de débit de 130 m³/h permettant le</p>

<p>transfert d'un éventuel trop-plein vers la zone de rétention du parc à fioul. Ce dispositif fonctionne à l'aide d'un groupe électrogène équipé d'un réservoir intégré de 300 L de GNR.</p> <p>Un système de détection de niveau haut, installé dans la fosse de rétention déportée, permet le démarrage automatique de la pompe de transfert, lorsque le niveau haut est atteint par le fluide. Chaque démarrage automatique est accompagné d'un signal sonore.</p> <p>L'exploitant s'assure du bon fonctionnement du dispositif avant le démarrage des essais.</p>
<p>Constats :</p> <p>Des tests de bon fonctionnement du dispositif de rétention déportée ont été réalisés ainsi que des tests de soutirage préalables depuis les réservoirs ont été réalisés par l'exploitant sur l'aire de dépotage train. Les flexibles ont été vidangés et curés par la suite.</p> <p>Au niveau de la rétention déportée, l'inspection a constaté que le dispositif d'obturation entre la fosse déportée et la rétention du parc à fioul est en place. Des essais de fonctionnement du dispositif d'obturation ont été réalisés par l'exploitant.</p> <p>La vidéo des essais est projetée en séance et montre l'enchaînement des opérations. L'Inspection a constaté la bonne mise en œuvre du dispositif.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 20 : Adéquation des moyens de prévention du risque incendie

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/05/2024, article 4.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du risque incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose des moyens et des volumes d'extinction adaptés aux risques présents au sein de son établissement. Il dispose d'émulseurs compatibles avec le HVO.</p>
<p>Constats :</p> <p>La compatibilité du Tridol (émulseur utilisé avec le FOD) avec le HVO a été certifiée par courriel par le fournisseur.</p> <p>L'Inspection a constaté, lors de sa visite, que les équipements d'extinction sont en place (rideaux d'eau, extincteurs).</p> <p>Deux canons à mousse étaient déjà en place de part et d'autre de l'aire de dépotage train.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 21 : Moyens complémentaires contre le risque incendie sur l'aire de dépotage train

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/05/2024, article 4.4.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du risque incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

<p>L'aire de dépotage train est équipée de canons à mousse et de lances incendie. Des siphons coupe-feu évitant ainsi la propagation d'un incendie au-delà de l'aire sont également présents.</p> <p>Afin d'adapter les protections aux risques liés au présent projet, l'exploitant met en place des moyens complémentaires aux moyens prévus par l'arrêté préfectoral n° 09/DAIDD/1/IC/009 du 7 janvier 2009. Ils sont constitués de trois détecteurs de flamme installés sur la façade grillagée du local pomperie fioul afin de surveiller la totalité de l'aire de stockage du HVO. Ils sont reliés au réseau d'alarme incendie du site, lui-même relié au centre de téléconduite du site pour une surveillance 24h/24.</p>
<p>Constats :</p> <p>Outre les équipements déjà existants, l'exploitant a installé 3 détecteurs incendie sur la façade du local pomperie. L'Inspection a constaté leur présence lors de la visite du site.</p> <p>Ces détecteurs sont disposés de manière à surveiller l'ensemble de l'aire de dépotage train et sont reliés au local central CETCO (CEntre de TélÉConduite à Vaires-sur-Marne) avec téléalarme.</p> <p>L'exploitant indique qu'en cas de détection une alarme visuelle apparaît au poste de garde.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 22 : Prévention du risque incendie des flexibles reliant la fosse déportée aux rétentions du parc à fioul

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/05/2024, article 4.4.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du risque incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose des moyens suffisants pour faire face à un incendie au niveau du parc à fioul :</p> <ul style="list-style-type: none"> • détecteurs de température et de flammes, • alarme sonore déclenchée automatiquement, • centre de surveillance à distance et déclenchement automatisé des moyens d'extinction. <p>Des procédures de déclenchement manuel des moyens d'extinction sont également présents dans le local émulseur,</p> <ul style="list-style-type: none"> • volumes suffisants en eaux et émulseurs ainsi qu'en équipements fixes et mobiles.
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection a constaté lors de sa visite du site, la présence de détecteurs de température et de flamme installés sur la zone de rétention du parc à fioul.</p> <p>Pour prévenir tout risque d'incendie des flexibles reliant la fosse déportée à la rétention du parc à fioul, l'exploitant a prévu en complément des moyens existants, des rondes régulières pour surveiller la zone des flexibles.</p> <p>Ainsi, en cas de déclenchement de l'alarme de la pompe à fioul, placée dans la fosse déportée (si une opération de soutirage est en cours) , la procédure prévoit l'envoi d'un employé vers la zone de rétention du parc pour fermer immédiatement les vannes des cuvettes concernées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 23 : Actualisation du POI

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/05/2024, article 4.4.5
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du risque incendie
Prescription contrôlée : Le plan d'opération interne (POI) est mis à jour au regard des risques associés au projet. Il est transmis au service d'incendie et de secours ainsi qu'à l'inspection des installations classées au plus tard, une semaine avant le démarrage du projet.
Constats : L'exploitant a transmis à l'Inspection des installations classées la liste des fiches POI créées dans le cadre des essais au HVO et correspondant aux scénarios A, B, C, D et E. À ce titre : <ul style="list-style-type: none">- Une fiche F relative au risque de feu sur l'aire de dépotage camion a été ajoutée par précaution. L'exploitant souhaitait disposer d'une procédure claire sur l'aire de dépotage camion pendant la période de dépotage.- Les autres fiches de scénarios en lien avec le projet ont fait l'objet de mises à jour. Ces mises à jour ne remettent pas en cause les procédures existantes mais ajoutent quelques points de vérification. Elles ont été commentées en séance avec l'exploitant. L'ensemble des fiches a été transmis le 24 mai 2024 au SDIS pour information, conformément à l'arrêté préfectoral complémentaire.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 24 : Démontage et repli des installations provisoires

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/05/2024, article 1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Démontage et repli des installations provisoires
Prescription contrôlée : A l'issue des essais de fonctionnement au HVO de la TAC n°1, et au plus tard le 12 juillet 2024, l'exploitant remet dans leur position nominale les organes d'isolement des tuyauteries de soutirage depuis les bacs de FOD et des tuyauteries de retour de débit nul vers les bacs de FOD. Plus généralement, les installations existantes utilisées dans le cadre des essais de fonctionnement au HVO de la TAC n°1 devront être replacées dans une configuration compatible avec leur utilisation courante. Ces opérations, ainsi que le démontage et le repli des installations provisoires sont réalisées et terminées pour le 12 juillet 2024 au plus tard.
Constats : L'exploitant a contractualisé avec une société agréée pour effectuer le pompage et le curage des équipements et flexibles une fois les essais au HVO terminés. Le démontage et l'évacuation des divers matériels (réservoirs et autres équipements associés) seront effectués par la société ayant procédé à leur installation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 25 : Évacuation des déchets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/05/2024, article 1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>À l'issue des essais de fonctionnement de la TAC n°1 au HVO, une entreprise qualifiée pour la récupération des déchets combustibles intervient pour vidanger le HVO restant au fond des réservoirs ainsi que dans les autres équipements susceptibles d'en contenir.</p> <p>Les déchets générés par le projet (égouttures, HVO excédentaires...) sont collectés et évacués vers une filière de traitement adaptée, conformément aux dispositions du titre 6 de l'arrêté préfectoral n° 09/DAIDD/1/IC/009 du 7 janvier 2009.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a contractualisé l'évacuation des déchets générés par le projet avec une société externe.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Suite n°20240607-2 : L'exploitant transmettra les bordereaux de suivi de déchets (BSD) associés à l'évacuation des déchets relatifs aux essais au HVO réalisés.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 26 : Synthèse des essais sur le HVO

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/05/2024, article 1.6.2
Thème(s) : Autre, Rapport de synthèse
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Rapport de synthèse</u> L'exploitant établit le rapport de synthèse des essais de fonctionnement. Le rapport mentionné à l'alinéa précédent est transmis à l'Inspection des installations classées dans les quatre mois qui suivent la finalisation des opérations. Ce rapport positionne normalement, pour chaque polluant mesuré à l'émission, le ratio flux rejeté/quantité de HVO consommé.</p>
Constats :

<p>L'exploitant a transmis le rapport de synthèse, daté du 06/12/2024, des essais réalisés.</p> <p>Le ratio flux rejeté /quantité de HVO consommé n'est pas indiqué dans le rapport pour chaque polluant.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Suite n°20240607-3 :</u> L'exploitant doit compléter son rapport de synthèse des essais au HVO en mentionnant le ratio flux rejeté /quantité de HVO consommé pour chaque polluant mesuré à l'émission.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>